



Premier mai 2020

L'AOANU et le CORONAVIRUS

- 1. Coronavirus... et virus du banditisme en Haïti**
- 2. La prudence reste de mise ...**
- 3. Ouvrir les frontières ... du coeur**

Coronavirus ... et virus du banditisme en Haïti

Chez les Petites sœurs de Sainte Thérèse, partenaires haïtiennes de l'AQANU, les temps sont encore plus difficiles qu'ils ne l'étaient. La menace du coronavirus s'assortit d'un autre «virus» celui bien connu du banditisme.

C'est ce qui ressort de la récente réunion de ce comité de l'AQANU créé pour assurer la pérennité de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher (EFPMG) à Rivière-Froide que gère la communauté religieuse.



L'École de formation professionnelle Mark Gallagher est fermée depuis le 21 mars.

Membre du comité de pérennité, sœur Maurice Mamoune a expliqué que la population vit dans l'insécurité et que la pandémie accentue la crise alimentaire. La capitale connaît une nouvelle flambée des prix. S'il sévissait déjà, le banditisme encore plus important qu'avant, rend les déplacements périlleux tant pour les produits que pour les services. Les religieuses de la communauté malades ne peuvent obtenir les soins que requière leur état de santé.

Par une directive du gouvernement haïtien, les religieuses ont dû fermer l'École le 20 mars dernier. La levée du confinement a été reportée au 18 mai, les religieuses espérant pouvoir rouvrir l'établissement à ce moment. Dès le lendemain de la fermeture, elles ont communiqué avec les enseignants pour prendre de leurs nouvelles. Elles s'affairent maintenant à préparer l'après-confinement.

Les étudiantes en secrétariat avaient commencé leur stage, alors que ceux de technique agricole devaient l'entreprendre après le carnaval... qui n'a pas eu lieu.

Comme toutes les écoles privées en Haïti, l'EFPMG éprouve des difficultés financières. Même si l'institution est fermée, les enseignants sont payés, leur contrat devant être honoré.



Louis Jocelyn (Photo : Hélène Ruel)

Autre membre du comité de pérennité, Louis Jocelyn a aussi dressé un état des lieux, lui qui s'était rendu à l'École avant le début de la crise

.

Il a fait la rencontre de l'ingénieur Sènèque qui travaille comme magasinier à l'École et qui, par son expérience et ses contacts, facilite la recherche de stages pour les élèves.

C'est à Louis Jocelyn, également membre du conseil d'administration de l'AQANU, que le comité de pérennité a confié le mandat de trouver des sources de financement canadiennes pour redresser le bilan financier de l'École.

Hélène Ruel

La prudence reste de mise...

Si une consigne reste de mise ces semaines-ci, c'est bien celle invitant à la prudence.

Et la prudence s'applique aussi aux engagements de l'AQANU-Outaouais envers ses partenaires en Haïti.

La pandémie de coronavirus a annulé plusieurs de ses activités de financement, comme les barrages routiers, le Festival de montgolfières de Gatineau et le fameux annuel déjeuner-bénéfice qui devait avoir lieu le 18 avril dernier.



Danielle Massicotte

(Photo : Hélène Ruel)

Membre de l'AQANU-Outaouais et trésorière de l'AQANU, Danielle Massicotte estime que ces manques à gagner pourraient totaliser entre 7800 \$ et 11 000 \$.

Mme Massicotte fait toutefois remarquer que ces pertes auraient pu être plus importantes, n'eût été la générosité de ceux et celles qui, malgré l'annulation du déjeuner, ont pris la décision de ne pas demander de remboursement de leur billet ou ont tout de même payé leur place après l'annulation. Le «non-déjeuner» a finalement rapporté une somme d'un peu plus de 3000 \$.

À ces dons, précise Mme Massicotte, s'ajoute l'actif bénévolat pour la vente de billets du tirage des Chevaliers de Colomb qui rapportera à l'AQANU-Outaouais un ajout de 1958 \$.

Si la perte de revenus incite à la prudence dans ses engagements, l'Association pourra tout de même honorer ses promesses de soutien pour l'année qui vient, puisqu'elle dispose d'une réserve.

Ainsi, l'AQANU versera les derniers 20 000 \$ promis au troisième volet du programme Les savoirs des gens de la terre de l'UPA-DI à Rivière-Froide. Elle s'était engagée à verser 65 000 \$ au total pour soutenir les initiatives des paysans haïtiens de cette région.

Et puis, par son Club des 100, l'AQANU-Outaouais pourra également financer les demi-bourses offertes aux élèves de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher.

Enfin, la pandémie n'a pas freiné les efforts de Gertha Janvier Decoste, résidant en Ontario et administratrice de l'AQANU-Outaouais. Par la vente de café, l'Amicale pour le développement de Corail en Haïti contribue entre autres à offrir des fournitures scolaires aux enfants et à financer des projets domestiques. Elle a pris entente avec le Café Le Minoir (café haïtien bio et équitable) afin de continuer d'offrir, même de livrer, du café à domicile, ses clients ayant accepté de payer un peu plus cher pour le produit.

Hélène Ruel

Ouvrir les frontières... du coeur

L'obligation de confinement a incité l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dont l'AQANU fait partie à organiser des webinaires en lieu et place des formations habituellement offertes à Montréal.

En trois sessions Web, cinq «conférenciers et conférencières» ont présenté différents points de vue sur les «migrations», thème... et enjeu de l'AQOCI pour 2020-2021.

Denise Otis du Haut-Commissariat des Nations Unies sur les réfugiés, Mouloud Idir, coordonnateur du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi, Janet Dench, directrice générale du Conseil canadien pour les réfugiés, Jill Hanley, professeure à l'École de travail social de l'Université McGill et co-fondatrice du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants et Amélie Nguyen, coordonnatrice du Centre international de solidarité internationale (CISO) ont, tour à tour, pris la parole pour dresser un large panorama du phénomène des migrations. «Du jamais vu depuis la Deuxième Guerre mondiale», a observé Mme Otis.

Pourquoi le Pacte?

68,5 millions de personnes dans le monde ont été forcées de quitter leur foyer pour fuir l'insécurité.

24,5 millions sont des personnes réfugiées (ont quitté leur pays).

Pour certains pays hôtes, l'arrivée d'un grand nombre de personnes réfugiées est un réel défi...

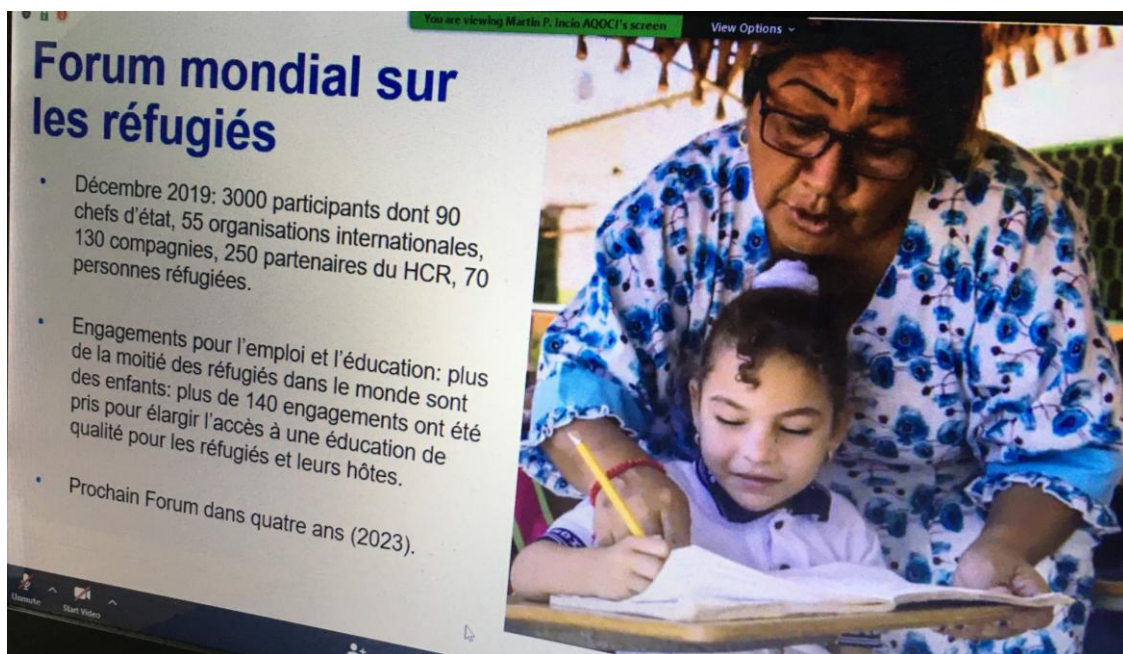
The slide also features a photograph of a family of refugees, including a man, a woman, and children, sitting on a motorcycle. The photo is credited to 'Rizau Scarpio/Dailymotion'.

At the bottom of the slide, there is a navigation bar with icons for 'Home', 'Start Video', 'Invite', 'Participants' (78), and 'Share' (41).

Il a été question du sort des réfugiés, des demandeurs d'asile, de toutes ces personnes qui, par la force des choses, doivent quitter leur pays d'origine, pour des raisons économiques, de sécurité, de survie.

Dans ce contexte de pandémie de COVID-19 où les frontières se dressent, voire se ferment, il y a fort à parier que leur sort ne s'améliorera pas, soutiennent plusieurs. Mme Nguyen, par exemple, craint le «repli sur soi».

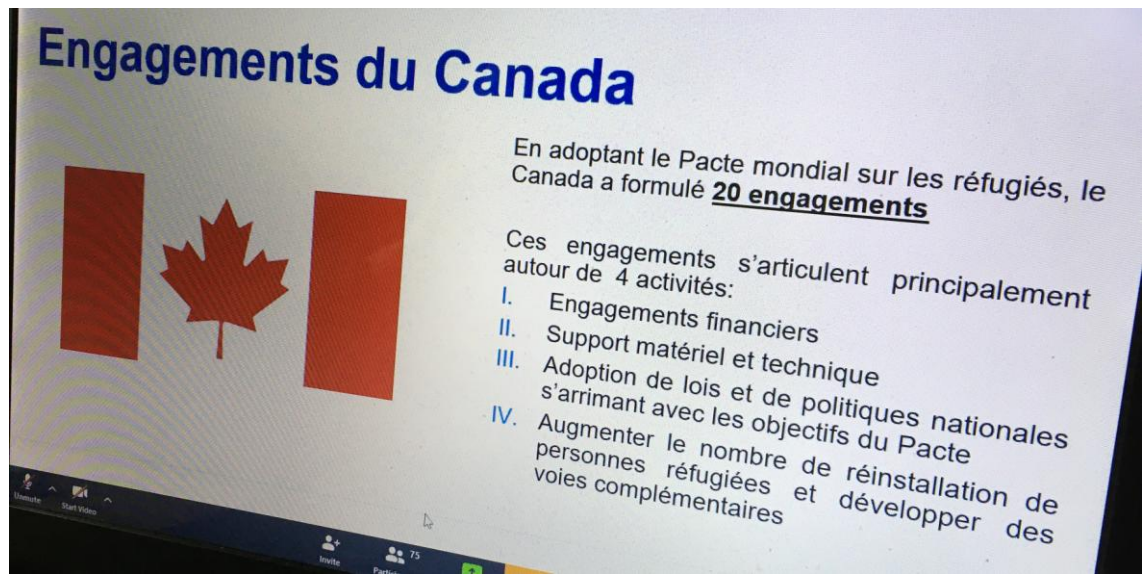
Au-delà des «statuts» et des «catégories» de personnes, M. Idir en appelle à la «justice migratoire», évoquant la précarité dans laquelle vivent les migrants. Leurs droits sont bafoués, leur protection n'est pas assurée. Et cela même au Canada, soutient-il, qui pourtant «passe souvent pour un modèle», ses politiques relevant plutôt de l'«utilitarisme», juge-t-il. D'autres ont traité de la détention et de la criminalisation indues des réfugiés. Au Québec particulièrement, la détention s'avère pratique encore plus courante qu'ailleurs au Canada, a souligné Mme Dench.



La pandémie aura, par ailleurs, mis en lumière le sort des travailleurs saisonniers, eux dont la contribution à la production agricole, par exemple, a brusquement et «ironiquement» pris de la valeur. Mais qu'en sera-t-il de leurs conditions de travail et de logement?, s'inquiète la professeure Jill Hanley. Elle fonde l'espoir que ces travailleurs parviennent à se syndiquer

pour revendiquer leurs droits, qu'ils ne soient plus considérés comme des citoyens de seconde zone.

En organisant une formation sur ces enjeux, l'AQOCI cherchait aussi à trouver comment elle pourrait exercer sa mission éducative afin de favoriser la solidarité et la citoyenneté mondiale.



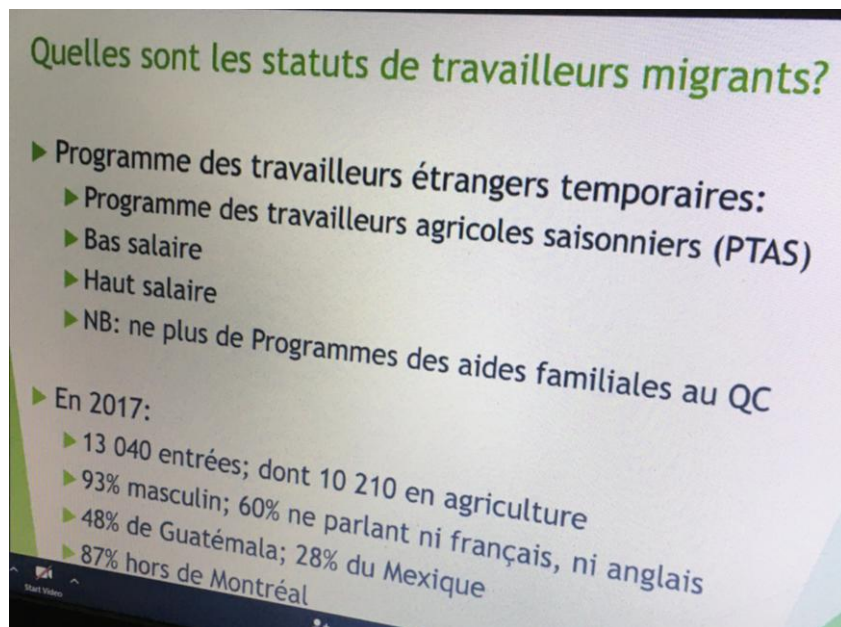
Il s'agit d'un défi, a reconnu Janet Dench, parce que cela nécessite de changer les mentalités, le discours ambiant étant plutôt «anxiogène» à l'endroit des migrants parfois perçus comme des «envahisseurs». Et que les migrations sont de plus en plus dangereuses et les frontières de plus en plus militarisées, a soutenu Jill Hanley pour sa part.

La solution ne peut qu'être collective, conviennent plusieurs. Pourtant, les porte-parole de ces organisations de défense de droits croient que c'est par la diffusion de témoignages personnels de migrants, le «story telling», qu'on peut faire appel à «l'intelligence du public», a dit Mme Otis.

M. Idir a évoqué l'idée de créer l'équivalent d'un GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui regrouperait des spécialistes des migrations dans le but de vérifier si les discours correspondent à la réalité, de s'assurer, par exemple, que le Canada respecte ses vingt engagements, comme les a présentés Mme Otis.

La fermeture des frontières en raison de la pandémie devrait être une

occasion pour le Canada de donner la résidence permanente aux réfugiés déjà installés sur le territoire, a proposé Mme Dench.



Lors des périodes de questions, la solution des «villes sanctuaires» offrant refuge et asile aux sans-papiers a également été suggérée. Un moyen difficile à utiliser parce que les villes canadiennes sont aussi soumises à d'autres juridictions, provinciale et fédérale, a-t-on précisé.

On peut retrouver ces trois webinaires, l'AQOCI les ayant enregistrés en cliquant sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLmeBkVI9vfxZVoxa7bSsZoFNyFCro2cls>

Hélène Ruel

<https://www.aqoci.qc.ca/?aqoci-charge-e-des-medias-sociaux-et-appui-a-la-mobilisation>

Site WEB: www.aqanu.org Facebook: <https://www.facebook.com/aqanupourhaiti>